

**4 M**

**POLICE**

## INTRODUCTION

Pour permettre la connaissance des informations contenues dans les documents dont elles ont la garde, les archives départementales doivent rendre ces derniers accessibles aux usagers. D'où la nécessité de classer, d'analyser, de cataloguer les fonds, les séries, les collections. Ce travail est le devoir professionnel de l'archiviste, qui est tenu de faciliter les recherches et les travaux des autres en leur dévoilant les ressources offertes par son dépôt.

Telle est la tradition suivie depuis plus d'un siècle en Meurthe-et-Moselle. Henri Lepage (1814-1887) et Émile Duvernoy (1861-1942), puis Pierre Marot (1900-1992) et Étienne Delcambre (1897-1961) portèrent leur attention sur les archives anciennes, publiant leurs inventaires et répertoires numériques des séries B à H, qui rendent de si grands services aux historiens et aux amateurs d'histoire lorraine.

Il convenait de poursuivre cette œuvre scientifique en s'attaquant à la masse des documents postérieurs à la Révolution. Dans le courant de 1957, Étienne Delcambre confia le soin de classer la série M à Marie-Thérèse Aubry, qui venait de faire ses premières armes dans la série F. La tâche était assez ardue : aux dossiers sélectionnés par Émile Duvernoy s'ajoutaient ceux, beaucoup plus nombreux, qui se trouvaient encore à l'état brut dans les versements administratifs. Bref, les opérations de triage durèrent dix bonnes années. L'inventaire proprement dit ne débuta qu'en 1968. Maintenant qu'il est achevé, il va permettre aux chercheurs une meilleure compréhension de l'évolution du département depuis sa création. Certes, plusieurs travaux universitaires ont vu le jour à la faveur des progrès du classement. Mais il est à prévoir que ceux-ci iront en croissant dans les années à venir.

## GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DÉPARTEMENTALE

Occupant une position centrale en Lorraine, le département de Meurthe-et-Moselle a une superficie de 523 495 hectares, ce qui lui vaut le soixante-neuvième rang sur le plan national. Plus qu'une région naturelle, il apparaît comme une zone de contact aux paysages variés : la forêt, dense à l'est et à l'ouest, alterne avec les côtes couvertes de vignes et de vergers et les dépressions humides occupées par des prairies, des herbages ou des cultures céréalières. Cette variété se retrouve dans le secteur industriel : mines de fer (en voie de récession [en 1975, mais aujourd'hui disparues]) et de sel (en reprise modérée), sidérurgie, transformation des métaux, fonderie, construction électrique, industries chimiques, faïence, verre et cristal, ameublement, brasserie et malterie, etc. Drainé par la Meurthe et la Moselle et leurs affluents issus des Vosges, le département s'étend sur une longueur de près de 150 kilomètres du Luxembourg au Donon. Sa population, de 705 413 habitants en 1968 (quinzième rang sur le plan national), était estimée à 725 300 âmes au 1<sup>er</sup> janvier

1973 [en 2019, 733 760 habitants]. Le chef-lieu, Nancy (123 428 habitants [en 2019, 105 058 habitants]), est suffisamment éloigné de Paris pour rayonner sur une partie du nord-est français. Cependant, l'implantation à Metz des services du préfet de région a notablement atténué son influence administrative.

## **Les anciens départements de la Meurthe et de la Moselle**

La Meurthe-et-Moselle est née en 1871, dans des circonstances tragiques pour la Lorraine et pour la France, du démembrement des anciens départements de la Meurthe et de la Moselle formés en 1789.

### *La Meurthe*

La Meurthe, délimitée le 30 décembre 1789 sous le nom de département de « Lorraine » ou du « Centre », était formée de territoires provenant des anciennes généralités de Nancy et de Metz. On y distinguait :

1° une partie des duchés de Lorraine et de Bar, avec les bailliages lorrains de Blâmont, Charmes (cinq communautés), Château-Salins, Châtel-sur-Moselle (sept communautés), Commercy (quatorze communautés), Dieuze, Fénétrange, Lixheim, Lunéville, Nancy, Nomeny, Rosières, Sarreguemines (une communauté), Vézelize, et les bailliages barrois de Pont-à-Mousson et de Thiaucourt (sept communautés) ;

2° le midi des Trois-Évêchés, avec une partie du bailliage seigneurial de l'évêché de Metz à Vic (cinquante-sept communautés), le bailliage de l'évêché de Toul et les bailliages de Sarrelouis (cinq communautés) et de Verdun (neuf communautés).

À cet ensemble s'ajoutait le comté alsacien de Dabo, enclave de l'Empire germanique absorbée dès 1791 par la France, à laquelle elle fut annexée par le traité de Lunéville en 1801<sup>1</sup>.

Le département de la Meurthe fut définitivement constitué par la loi du 26 février 1790 et le décret du 23 août suivant, qui le distribuèrent en neuf districts<sup>2</sup> et soixante-quatorze cantons renfermant au total 720 communes. Du point de vue administratif, le décret du 17 janvier 1790 désignait Nancy comme chef-lieu, mais la loi du 26 février autorisa l'alternance « Nancy-Lunéville ». Il s'ensuivit une querelle de prestige entre les deux villes, tranchée par la loi du 10 nivôse an V (30 décembre 1796) qui fixa définitivement à Nancy le siège des administrations départementales.

Les districts furent supprimés par la constitution de l'an III et, conformément à la loi du 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795), le département fut divisé en soixante-dix municipalités de cantons groupant 717 communes. Les cantons de Nancy et de Lunéville furent ensuite dédoublés en « intra-muros » et en « extra-muros », ce qui donna un total de soixante-douze cantons.

La loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) et le décret du 17 ventôse (9 mars) suivant partagèrent la Meurthe en cinq arrondissements<sup>3</sup> et soixante-et-onze cantons rassemblant 717 communes. L'arrêté du 17 frimaire an X (8 décembre 1801) fixa à vingt-neuf le nombre des cantons.

---

<sup>1</sup> Cette réunion était souhaitée par les membres de la commission chargée de délimiter le département de la Meurthe en décembre 1789 : le comté de Dabo devait constituer le canton de Walscheid, dans le district de Sarrebourg.

<sup>2</sup> Blâmont, Château-Salins, Dieuze, Lunéville, Nancy, Pont-à-Mousson, Sarrebourg, Toul et Vézelize.

<sup>3</sup> Château-Salins, Lunéville, Nancy, Sarrebourg et Toul.

Avec lui s'acheva l'ère des grandes modifications si l'on excepte la variation de la masse des communes qui n'étaient plus que 715 en 1834.

### *La Moselle*

De son côté, le département de la Moselle, un moment dénommé « département de Metz », vit le jour en février 1790 : avec Metz comme chef-lieu, il était divisé en neuf districts<sup>1</sup> et soixante-seize cantons renfermant 898 communes. Il englobait :

1° le nord des Trois-Évêchés, avec les bailliages de Longwy, Metz, Sarrelouis (sept communautés), Thionville et Vic (quarante-huit communautés), ainsi que la prévôté de Sierck ;

2° une partie des duchés de Lorraine et de Bar, avec les bailliages lorrains de Bitche, Boulay, Bouzonville et Sarreguemines (soixante-huit communautés), et les bailliages barrois de Briey, Longuyon, Pont-à-Mousson (trois communautés), Thiaucourt (quatre communautés) et Villers-la-Montagne.

Cet ensemble s'accrut en 1793 de quelques communes dépendant du comté de Créhange et du comté de Hanau, qui constituaient jusqu'alors des enclaves de l'Empire germanique.

En 1795, les neuf districts furent remplacés par soixante-cinq municipalités de cantons groupant 932 communes. Cinq ans plus tard, le territoire mosellan fut divisé en quatre arrondissements : Briey, Metz, Thionville et Sarreguemines ; et il n'y eut plus que vingt-sept cantons.

La frontière septentrionale de la Moselle fut modifiée par les traités de 1814 et de 1815 : Sarrelouis, le canton de Tholey et une partie des cantons de Bitche, de Reling, de Sierck et de Sarrelouis en furent distraits au profit des Pays-Bas, de la Prusse et de la Bavière. Au total, 108 communes furent perdues et avec elles 58 499 hectares. Cette amputation territoriale, jointe aux modifications des circonscriptions fort nombreuses de 1800 à 1840, fit tomber le nombre des communes à 616 (chiffre de 1844).

### **La Meurthe-et-Moselle**

La création du département de Meurthe-et-Moselle est en relation directe avec le remaniement territorial consécutif à la défaite française de 1870. La loi du 7 septembre 1871 décida d'affecter à ce département les parties des territoires meurthois et mosellan non annexés par l'Allemagne au traité de Francfort, à savoir :

1° 124 communes provenant de la Moselle, incluses dans le nouvel arrondissement de Briey ;

2° 21 communes ayant appartenu à des cantons démembrés de la Meurthe, rattachées soit à l'arrondissement de Nancy (3 communes), soit à l'arrondissement de Lunéville (18 communes).

---

<sup>1</sup> Bitche, Boulay, Briey, Longwy, Metz, Morhange, Sarreguemines, Sarrelouis, Thionville.

Le nouveau département couvrait 523 495 hectares, alors que la Meurthe en renfermait 609 406 et la Moselle 532 796<sup>1</sup>. Mais s'il perdait des terres jadis lorraines et évêchoises, il gagnait d'anciennes portions du Barrois (bailliages de Briey, Longuyon et Villers-la-Montagne ; bailliage de Longwy érigé par la France en 1683). Tel quel, il comptait quatre arrondissements<sup>2</sup>, vingt-quatre cantons, trois embryons de canton et 596 communes.

Il fallut attendre la loi du 21 mars 1873 pour voir former les trois nouveaux cantons de Chambley, dans l'arrondissement de Briey, d'Arracourt et de Cirey, dans l'arrondissement de Lunéville. Puis le canton de Badonviller, supprimé en 1801, fut rétabli par la loi du 8 avril 1879, qui créait en même temps le canton de Nancy-Sud. Ces décisions portèrent finalement à vingt-neuf le nombre des cantons.

Le problème du découpage départemental favorisa la naissance en 1913 d'un projet de département de la Chiers, qui devait englober le nord de la Meurthe-et-Moselle et le nord de la Meuse, avec Longwy comme chef-lieu. La guerre de 1914-1918 mit fin à ces spéculations. Le nom même de Meurthe-et-Moselle, considéré comme provisoire par les législateurs de 1871, devint définitif après la victoire française de 1918 : la tradition l'emportait sur la loi.

Une modification importante se produisit entre les deux guerres : l'arrondissement de Toul fut supprimé par le décret-loi du 10 septembre 1926, et son territoire fut uni à celui de l'arrondissement de Nancy. Mais il fut rétabli en février 1944. Plus près de nous, au début du mois d'août 1973, huit nouveaux cantons furent créés pour assurer une meilleure représentation des centres urbains au sein du Conseil général. L'agglomération nancéienne prise dans son sens le plus large voyait naître les cantons de Pompey-Laxou (35 917 habitants), Vandoeuvre-Villers (34 105 habitants), Jarville-Neuves-Maisons (33 496 habitants) et Saint-Max-Tomblaine (34 456 habitants), tandis que dans le Pays-Haut le canton de Briey se dédoublait et que celui de Longwy engendrait trois nouvelles circonscriptions<sup>3</sup>.

Quant aux communes, leur nombre augmenta progressivement jusqu'en 1936, où il atteignit le chiffre de 601, pour redescendre à 599 en 1942. Les fusions opérées depuis 1968 ont entraîné la suppression de 12 d'entre elles. À la date du 31 décembre 1973, il en existait 587, dont 84 urbaines et 503 rurales **[en 2022, malgré de nouvelles fusions, on en dénombre 591]**.

## PRÉCIS D'HISTOIRE DÉPARTEMENTALE

Peu de départements français ont connu autant de bouleversements territoriaux que celui de la Meurthe-et-Moselle. Les guerres, les invasions, les occupations et les annexions étrangères dévastèrent son sol à plusieurs reprises. Cependant le calme de ses habitants sut atténuer l'ampleur des secousses politiques qui agitaient la France depuis 1789.

### De 1789 à 1815

---

<sup>1</sup> Il comptait en moins un arrondissement, deux cantons et 137 communes.

<sup>2</sup> Briey, Lunéville, Nancy et Toul.

<sup>3</sup> Le découpage cantonal du Pays-Haut est désormais le suivant : Longwy-Ville (21 087 habitants), Mont-Saint-Martin (27 715 habitants), Herserange (24 082 habitants) et Villerupt (23 015 habitants) ; Briey (21 621 habitants), et Homécourt (23 573 habitants) ; Audun-le-Roman (26 589 habitants), Chambley (3 276 habitants), Conflans-en-Jarnisy (19 879 habitants) et Longuyon (15 202 habitants).

Marquée en août 1790 par la révolte de la garnison de Nancy et sa dure répression, l'histoire du département de la Meurthe est avant tout caractérisée par l'adhésion massive de sa population, en majorité rurale, au nouveau régime issu de la Révolution. Cet attachement, sanctionné par la Fédération de juillet 1790, se traduit par un grand élan patriotique lorsque se fit sentir le danger de l'invasion étrangère : de nombreux volontaires se présentèrent pour défendre la patrie menacée au cours de l'été 1792. Républicains et patriotes, mais de tempérament modéré et prudent, les Meurthois traversèrent presque sans excès la période montagnarde, le conflit religieux les maintenant sur la réserve. Cependant le particularisme lorrain, si prononcé à la fin de l'Ancien Régime, tendait à disparaître : la résistance aux envahisseurs et la centralisation jacobine renforçaient insensiblement dans les esprits le sentiment d'appartenance à la communauté française.

Malgré l'échec politique du Directoire, qui ne suscita que l'impopularité, la consolidation définitive des conquêtes de 1789 était en bonne voie. Le Consulat et l'Empire établirent l'ordre administratif. Le premier préfet, de l'an VIII à 1808, Jean-Joseph Marquis (1747-1822), auteur d'un Mémoire statistique du département de la Meurthe, adressé au ministre de l'Intérieur, s'occupa d'affirmer l'autorité du gouvernement et de consolider la paix et la sécurité publiques en réconciliant les partis. La prépondérance de la Meurthe sur les autres départements lorrains fut consacrée par l'érection de Nancy comme siège de l'évêché régional, de la cour impériale, de l'académie et de la IV<sup>e</sup> division militaire. Cependant le pays connaissait des difficultés économiques marquées par la crise industrielle et agricole de 1804-1805, et par celle du textile en 1810-1811, tandis que s'accélérait la décadence des salines. Cela n'empêcha pas les Meurthois de rester attachés au régime impérial, héritier de la Révolution malgré ses tares et ses fautes.

## **De 1815 à 1852**

Précédée par les invasions de l'hiver 1813-1814 et de l'été 1815, la Restauration fut accueillie avec froideur tant à Nancy que dans le reste du département. À l'occupation étrangère, qui se prolongea jusqu'en novembre 1818, s'ajoutaient les mesures de rétorsion, comme le transfert du commandement militaire à Metz. Et puis le pouvoir se méfiait de tous ceux qui souhaitaient sa disparition : jacobins, bonapartistes, acquéreurs de biens nationaux. Sous la Monarchie de Juillet, les premiers groupes républicains apparurent, notamment à Nancy et à Lunéville, et leur opinion s'exprima dans les colonnes du *Patriote* fondé en 1832.

La vie politique restait néanmoins d'une affreuse banalité. L'intérêt se porta alors vers les questions spirituelles et intellectuelles. Après 1830, le catholicisme libéral prit un certain essor à Nancy avec la société « Foi et Lumière » tandis que le journal *L'Espérance* se faisait le porte-parole des idées conservatrices et indépendantes d'inspiration chrétienne. De son côté, la vie intellectuelle se concentra autour du thème du patriotisme lorrain ou lotharingisme : négligés par les gouvernements monarchiques, Nancy et la Meurthe puisaient dans le passé lorrain des raisons de vivre et d'agir pour préparer un avenir meilleur.

Quant à l'économie, elle était encore précaire. L'agriculture encouragée par quelques innovations comme la charrue légère et l'école d'agriculture de Mathieu de Dombasle, fit quelques progrès jusqu'en 1852, date de son apogée. La vigne et l'élevage se portaient bien, tandis que la forêt reculait devant les défrichements. L'industrie était toujours caractérisée par la dispersion de petits établissements à travers tout le département.

## **De 1852 à 1870**

Soucieuse de sauvegarder l'héritage de la Révolution, mais avide de grandeur nationale et de stabilité sociale, la population de la Meurthe se rallia successivement au régime issu des journées de février 1848, puis au coup d'état du 2 décembre 1851, en attendant de ratifier le rétablissement de l'Empire en novembre 1852.

Le règne de Napoléon III fut marqué par le réveil de la vie économique départementale. L'impulsion vint des chemins de fer (Metz-Nancy, 1850 ; Paris-Nancy-Strasbourg, 1852) et des canaux (Marne-Rhin, 1853). De 1850 à 1865 le destin industriel de la région se précisa avec la mort des petites forges et la naissance de la grande métallurgie concentrée surtout dans le bassin de Nancy. En 1865, le département comptait neuf hauts fourneaux fournissant plus de 21 000 tonnes de fonte au coke sur une production totale de 25 000 tonnes. Au même moment, le sel des vallées de la Meurthe et de la Seille commençait à être exploité par de grandes sociétés.

Cet essor économique fut favorable à Nancy, qui devint un centre universitaire avec les facultés de lettres (1854), des sciences (1854) et de droit (1864), et un centre militaire avec le commandement supérieur des divisions de l'Est (1858). Cependant le mouvement lotharingien, animé par le baron Prosper Guerrier de Dumast (1796-1883), provoquait un renouveau culturel marqué par des créations universitaires et par l'exaltation du souvenir des ducs de Lorraine (Musée lorrain, 1851). Dans de telles conditions la ville se développa : à la veille de la guerre de 1870, elle comptait près de 50 000 habitants.

Sur le plan politique, l'évolution libérale du Second Empire provoque une résurgence de l'esprit républicain, notamment à Nancy, où l'opposition faillit l'emporter en 1869. Néanmoins, la visite de l'impératrice en juillet 1866 – centenaire de l'union de la Lorraine à la France – se déroula dans une atmosphère chaleureuse, et l'Empire fut de nouveau plébiscité en mai 1870.

## **De 1871 à 1919**

Le désastre national de 1871 porta un coup fatal à la Meurthe, qui perdit le tiers de son territoire, mais gagna le sixième de la Moselle dont n'avaient pas voulu les Allemands. Sous le nom de Meurthe-et-Moselle, elle devint un département-frontière : Nancy se trouvait désormais à quinze kilomètres de l'Empire allemand...La proximité du danger germanique provoqua et entretint l'exaltation patriotique. Le problème de la défense intéressait toute la population, d'où le glissement politique qui se produisit en direction des partis qui se faisaient les champions du nationalisme et de l'armée.

Occupé militairement par l'ennemi jusqu'en août 1873, le nouveau département opta pour la République modérée. Ce ralliement aux partisans de l'ordre et de l'héritage de 1789 était le résultat d'une évolution perceptible dès le Second Empire. Et puis le régime républicain s'était beaucoup dépensé pour la défense nationale : la question patriotique occupait alors la première place dans la vie politique. Après le 16 mai 1877, la victoire républicaine se trouva confirmée. Mais ses promoteurs ne tardèrent pas à se diviser en opportunistes et radicaux, ces derniers ne s'implantant vraiment que dans l'arrondissement de Toul aux élections de 1885.

Cependant le patriotisme restait vigoureux. Il s'exprima avec force en 1889 au moment de l'aventure boulangiste : Nancy choisit deux députés nationalistes, dont l'écrivain Maurice Barrès <sup>1</sup>. Après l'effondrement du Boulangisme, son héritage fut recueilli par la droite conservatrice aux élections de 1893 et 1898. Au même moment, l'affaire Dreyfus galvanisait les patriotes, qui se groupèrent en ligues. Le patriotisme était devenu une valeur de droite.

La majorité des sièges départementaux appartenait encore aux républicains modérés de gauche, dits « progressistes », partisans du libéralisme. Pas pour longtemps d'ailleurs. Depuis l'affaire Dreyfus les progressistes étaient tiraillés entre le soutien et l'opposition au gouvernement. Leurs hésitations profitèrent à la droite conservatrice, qui offrait à l'électorat centriste de meilleures garanties au nationalisme et au libéralisme. Les élections de 1902 marquèrent le recul du parti progressiste, qui n'eut plus que trois députés sur six. La redistribution des forces politiques se fit au profit de la droite nationaliste et libérale, qui paraissait être le seul parti d'opposition valable. Les progressistes ministériels s'étaient regroupés au sein de la Fédération républicaine, nouvelle gauche qui s'ajoutait à la gauche radicale inexistante en dehors de l'arrondissement de Toul. Quant au socialisme et au syndicalisme, ils se trouvaient sans force, étouffés par le paternalisme du patronat et le patriotisme de l'ouvrier. La Meurthe-et-Moselle resta ainsi dominée par la droite et le centre jusqu'en 1914. En raison même de l'ardeur patriotique qui animait la population, les querelles entre cléricaux et laïques y furent moins vives que dans le reste de la France, les Lorrains n'avaient pas de goût pour l'anticléricisme et ne voulaient pas non plus glisser vers l'antimilitarisme.

Du point de vue économique, la situation était favorable. Dès 1871, le département connut une vitalité intense avec l'apport alsacien-lorrain qui favorisa son essor industriel et commercial. Des usines furent transférées des régions annexées, textiles à Nancy, métallurgiques à Pompey et à Frouard. La Meurthe-et-Moselle apparaissait comme un pays neuf, un marché du travail, où l'on trouvait de l'embauche : de 1871 à 1914, sa population augmenta de 40%, s'accroissant d'éléments étrangers, italiens surtout.

L'expansion fut extrêmement rapide. Le département, qui ne possédait que 18 hauts fourneaux en 1871, en avait 31 deux ans plus tard. La découverte du bassin ferrifère de Briey (1880-1897) allait assurer le développement de l'industrie sidérurgique, encore accru par la découverte du procédé de déphosphorisation Thomas-Gilchrist utilisé pour la première fois en 1882 par la société de Wendel dans sa nouvelle usine de Jœuf. De nombreuses firmes s'établirent alors dans la région de Briey et de Longwy : Acieries de Longwy, Forges de la Providence, Acieries de Micheville, Acieries de la Marine et d'Homécourt, Société lorraine industrielle, Senelle-Maubeuge, Marc Raty et C<sup>ie</sup>, etc. La production de fonte passa de 540 000 tonnes en 1880 à près de 4 000 000 en 1913 ; celle d'acier de 1 600 tonnes en 1882 à 2 300 000 peu avant la Première Guerre mondiale ; 75% de ce tonnage provenaient du bassin de Briey-Longwy.

La prospérité économique profita à Nancy, qui devint un centre bancaire et industriel, en même temps qu'un centre universitaire avec quatre facultés, une école de pharmacie et plusieurs instituts techniques. Le mécénat industriel y permit l'éclosion et l'épanouissement d'une école artistique originale, l'École de Nancy, illustrée par les verriers Gallé et Daum, par le menuisier-ébéniste Eugène Vallin et par le peintre Victor Prouvé. L'expansion de la ville fut marquée par l'édification de quartiers neufs avec des églises néogothiques, le tout d'un intérêt médiocre. L'agglomération, qui comptait 145 000 habitants en 1914, manifesta sa vitalité lors de l'exposition

---

<sup>1</sup> Pour combattre le Boulangisme, les républicains modérés se groupèrent autour du journal *L'Est républicain* fondé le 5 mai 1889.

de 1909 organisée dans le parc Sainte-Marie. Nancy était vraiment la capitale du nord-est de la France.

La guerre qui éclata en 1914, mit brusquement fin à la prospérité. Commencée par les raids allemands contre Badonviller, Cirey-sur-Vezouze, Blâmont, Nomeny et Longuyon, la bataille se développa avec l'entrée des Français en Lorraine annexée, suivie de leur défaite et de leur retraite (2-25 août). La Meurthe-et-Moselle fut alors envahie, les Allemands s'avançant jusqu'au-delà de Pont-à-Mousson, de Lunéville et de Gerbéviller. Nancy se trouvait en grand danger d'être occupée, lorsque les troupes du XX<sup>e</sup> Corps d'armée, sous les ordres du général de Castelnau, parvinrent à arrêter l'ennemi sur les hauteurs du Grand-Couronné (4-12 septembre). Après la retraite des Allemands, le front se stabilisa le long d'une ligne qui, partant de Fresnes-en-Woëvre (Meuse), passait par Bois-le-Prêtre, Pont-à-Mousson, Nomeny, pour obliquer en direction du sud-est, au pied du Grand-Couronné, vers le fort de Manonviller et Badonviller.

Quatre ans plus tard, le secteur nord-est se réveilla lors de l'offensive américaine en direction de Vigneulles-lès-Hattonchâtel (Meuse) et de Thiaucourt dans le cadre de la réduction du saillant de Saint-Mihiel (12-15 septembre 1918). Au moment de la signature de l'armistice du 11 novembre, une bonne partie du territoire départemental était encore au pouvoir des Allemands, qui ne l'évacuèrent qu'ensuite.

Lorsque la paix revint (28 juin 1919), la Meurthe-et-Moselle avait payé un lourd tribut : 390 communes sinistrées, dont 12 entièrement détruites, 180 000 hectares de terres en friche sur un total de 430 000 infestés de projectiles ou obstrués par des tranchées ou des réseaux de barbelés. De plus, 709 établissements industriels avaient souffert des combats ou des destructions systématiques et des pillages de l'ennemi, sans compter les églises, les ouvrages d'art et les routes. Au total, les dommages de guerre étaient estimés à 5 milliards et demi de francs.

Le bilan des pertes humaines était, lui aussi, très lourd. Aux 14 450 militaires tués s'ajoutaient les civils victimes des opérations ou des bombardements (à Nancy, 476 dont 177 tués), tués, fusillés ou assassinés par les Allemands (156 à Longuyon, 75 à Nomeny, 68 à Fresnois-la-Montagne, 64 à Gerbéviller, 12 à Badonviller, etc.), voire déportés en territoire ennemi (7 500). Il ne faut pas oublier non plus les incendies, les pillages et les exactions auxquels s'étaient livrés les envahisseurs qui extorquèrent près de 358 millions de francs-or aux habitants de la zone qu'ils occupaient.

## **De 1920 à 1940**

Ainsi meurtrie par la guerre, la Meurthe-et-Moselle pansa rapidement ses plaies : la reconstruction y était en grande partie achevée dès 1923. Cependant, par suite du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, le département perdit son rôle de gardien de la frontière. De plus, la concurrence des industries de la Moselle reconstituée ralentit son essor : le bassin de Briey-Longwy tendait à se relier à la « rue industrielle » mosellane de Metz à Thionville. Toutefois la remise en état des usines dévastées permit d'atteindre en 1928 le point culminant de la production métallurgique, compromise peu après par la crise économique mondiale : en 1932, la productivité avait diminué d'un quart et le chômage s'étendait.

De son côté, Nancy ne retrouva plus son élan démographique d'avant la guerre : en 1936, la ville ne comptait que 121 000 habitants et son agglomération 164 000. Elle le céda en préséance militaire à Metz et en prestige universitaire à Strasbourg. Néanmoins son université se spécialisa de

plus en plus dans les sciences et la médecine, avec la création de l'école des mines en 1919 et de la faculté de pharmacie en 1920.

Sur le plan politique, les partis modérés dominèrent sans partage jusqu'en 1932. Leurs représentants les plus en vue étaient deux notables implantés solidement dans leur circonscription : Louis Marin (1871-1960) à Nancy-I depuis 1905, Georges Mazerand (1876-1968) à Lunéville depuis 1919. La gauche marqua des points en 1932 avec l'élection du radical Émile Seitz (1896-1981), à Nancy-II, grâce à l'opposition entre l'Union républicaine démocratique (U.R.D.) et le Parti démocrate populaire (P.D.P.). Le recul des modérés devait s'accroître par la suite malgré l'élection de Jean Quenette (1903-1971), candidat de l'Union nationale à Toul en 1935.

Le succès de Philippe Serre (1901-1991), républicain social, à Briey-II en 1933 prépara la conquête de deux nouveaux sièges par la gauche trois ans plus tard. Les élections du Front populaire en 1936 furent marquées par le succès de trois candidats indépendants de gauche, qui avaient su attirer les électeurs du centre en exploitant le mécontentement, mais en se montrant fermes sur les problèmes de la défense nationale : Georges Izard (1903-1973) à Briey-I, Pierre-Olivier Lapie (1901-1994) à Nancy-III et Philippe Serre (Briey-II). La faiblesse des partis classiques de gauche (P.C. et S.F.I.O.) ne leur permit pas de profiter de la dynamique du Front populaire dont ils avaient été les principaux animateurs. Malgré un net recul, la droite conservatrice gardait de solides positions, notamment dans les zones rurales et en général dans le sud du département.

Cependant la menace allemande, renforcée par le totalitarisme nazi, se faisait de nouveau sentir. Les hostilités, qui s'ouvrirent le 3 septembre 1939, ne troublèrent guère une opinion publique confiante dans les vertus de la ligne Maginot : on s'installa dans une guerre statique, marquée par des actions de patrouilles et des coups de main. Le réveil fut brutal en mai 1940 : la guerre éclair pratiquée par les Allemands déjoua tous les calculs et la ligne Maginot fut prise à revers. Les troupes françaises durent faire face à l'ouest et livrer des combats désespérés surtout aux abords de Toul et de Sion-Vaudémont (18-22 juin 1940). Nancy, bombardée par l'aviation ennemie le 10 mai, fut occupée le 18 juin. Une longue nuit commençait pour le département, qui ne fut libéré que quatre ans plus tard, de septembre à décembre 1944.

Telle qu'elle vient d'être brièvement relatée, l'histoire de la Meurthe, puis de la Meurthe-et-Moselle, montre que le département connut ses meilleurs moments sous les règnes de Napoléon 1<sup>er</sup> et de Napoléon III, et surtout sous la III<sup>e</sup> République jusqu'en 1914. Malgré les guerres et les invasions qui le dévastèrent à plusieurs reprises, il développa son potentiel économique, atteignant le maximum de sa puissance dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois les dangers du pangermanisme y entretenirent le patriotisme et, par voie de conséquence, le conservatisme d'une population généralement modérée et peu portée vers les extrêmes. Une telle situation, détournant les énergies des problèmes du monde moderne, n'était pas sans danger pour l'avenir même de Nancy et de sa région.

## **PRÉSENTATION DE LA SÉRIE M**

Quiconque veut entreprendre des recherches valables, pour la période antérieure à 1940, sur l'histoire politique, économique et sociale du département dont Nancy est le chef-lieu, doit nécessairement consulter la série M. Celle-ci a été progressivement constituée par les papiers de

l'administration préfectorale auxquels ont été joints des documents en provenance d'autres services départementaux ou régionaux.

## Rappel historique

Dès les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, les dossiers élaborés par la préfecture de la Meurthe furent conservés en deux endroits différents : ceux n'ayant plus d'intérêt immédiat se trouvaient au troisième étage de l'hôtel de la Monnaie, siège des Archives départementales qui le partageaient avec le tribunal civil de Nancy ; - les autres, d'usage courant, restaient à la préfecture même, établie en 1823 au palais du Gouvernement. Ces derniers étaient d'ailleurs classés selon les matières traitées par les bureaux ; de temps à autre, l'archiviste du département effectuait la sélection des documents devant être envoyés à l'hôtel de la Monnaie. Aucun inventaire ne concrétisa malheureusement ce travail.

La circulaire ministérielle du 8 août 1839 précipita les opérations de tri. L'archiviste Louis-Nicolas Pinat, désigné en fonction de ses compétences administratives, recensa tous les papiers inutiles à vendre sous le contrôle d'une commission locale de surveillance. Les travaux de classement purent alors être entrepris sérieusement. Succédant à Pinat, Henri Lepage répartit les documents de conservation indéfinie d'après le cadre de classement annexé à la circulaire ministérielle du 24 avril 1841. La série M était devenue une réalité.

Les envois de documents à l'hôtel de la Monnaie furent accélérés au moment du transfert de la préfecture à l'hôtel Baligand, près de la place Stanislas, en 1858. Quelques années plus tard, le principe fut admis d'un versement annuel rendu nécessaire par l'exiguïté du local affecté aux archives courantes de l'administration (1863).

La guerre franco-allemande de 1870-1871 porta atteinte à l'intégrité de la série M. Avant même la signature du traité de Francfort, les Allemands réclamèrent au profit des archives de la Moselle annexée les dossiers concernant les arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg (février 1871). L'archiviste Henri Lepage s'exécuta, mais ne remit à son collègue de Metz que des papiers administratifs de date récente relatifs surtout à l'administration communale, à la comptabilité et aux ponts et chaussées (juillet 1871).

En contrepartie, les Allemands firent envoyer de la Moselle à Nancy les documents intéressant l'arrondissement de Briey. Henri Lepage avait lui-même préparé ce versement en se rendant à Metz, où il avait sélectionné les dossiers des communes restées françaises. De même, il récupéra les dossiers des communes non annexées des arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg, qui avaient été enlevés à tort (octobre 1871).

D'autres échanges se produisirent dans le courant de 1872 et de 1873, portant sur des documents de caractère économique (mines, salines, moulins, appareils à vapeur, etc.). En 1879 encore, les archives de Meurthe-et-Moselle reçurent des liasses de documents sur les ponts et chaussées de l'arrondissement de Briey...

Tandis que s'apaisaient les remous causés par la guerre, Henri Lepage dut faire face au grave problème du manque de place tant à l'hôtel de la Monnaie qu'à la préfecture. Pour y remédier, il fit établir un dépôt annexe dans les anciennes prisons voisines, où furent envoyés tous les dossiers qui encombraient les bureaux de l'administration préfectorale. Mais le soulagement ne fut que de courte durée. En 1889, l'imminence de la démolition des prisons rendit indispensable le transfert immédiat dans les greniers de l'hôtel de la Monnaie des dossiers qui s'y trouvaient et qui constituaient plus de la moitié des archives modernes. L'entassement était tel que les recherches devinrent presque

impossibles. L'archiviste Émile Duvernoy fit bien une tentative pour classer la masse des papiers administratifs, mais il dut y renoncer en 1892, les salles de l'hôtel de la Monnaie étant pleines à craquer.

Le départ du tribunal civil, permettant d'affecter tout l'hôtel de la Monnaie aux Archives départementales (1894), améliora la situation. Le classement de la série M pouvait dès lors être envisagé.

### **Les étapes du classement**

Entrepris dès 1895, ce travail, effectué par un rédacteur aidé d'un commis à partir de 1913, était suffisamment avancé en 1915 pour que l'archiviste Émile Duvernoy écrivit : « la série M, si importante, est aujourd'hui complètement rangée, en état d'être explorée utilement soit pour les recherches administratives soit pour les recherches historiques ».

Une nouvelle campagne fut lancée en 1919 pour incorporer les papiers versés depuis peu par les services préfectoraux. Elle aboutit en 1925 à la rédaction d'un répertoire numérique – première trace écrite laissée par les employés chargés du classement. Après d'importantes suppressions décidées en 1929 par Pierre Marot, successeur d'Émile Duvernoy, le travail reprit, confié à Robert Barbier, sous-archiviste. Un nouveau plan de classement fut élaboré en 1932.

À partir de cette date, Robert Barbier procéda à l'intégration des documents provenant des versements préfectoraux. L'ensemble de la documentation de 1800 à 1940 étant enfin en possession des Archives départementales dans les années cinquante, l'archiviste Étienne Delcambre jugea opportun de faire dresser un répertoire définitif. Il fallait auparavant procéder à un tri minutieux des dossiers et à un remaniement total des sous-séries – travail ardu qui devait durer une bonne dizaine d'années. Confié à Marie-Thérèse Aubry (1920-2010), conservateur, il vient enfin d'aboutir à l'inventaire publié aujourd'hui [1975] sous la responsabilité du signataire de ces lignes et sous le contrôle du Service technique de la Direction des Archives de France.

### **Description de la série M**

Telle qu'elle se présente, la série M de Meurthe-et-Moselle, déjà utilisée par un grand nombre de professeurs et d'étudiants auxquels elle a apporté des éléments souvent essentiels pour la rédaction de leurs articles et de leurs mémoires, est caractérisée par certaines anomalies qu'il convient de signaler. D'une façon générale, la période la moins représentée est la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En outre, les dossiers concernant l'arrondissement de Lunéville sont plus complets que ceux des autres arrondissements.

On serait tenté d'y voir une conséquence des échanges de documents opérés après 1871. Il n'en est rien, au contraire. L'habileté de l'archiviste Henri Lepage permit de maintenir à Nancy une grande partie des dossiers relatifs aux arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg jusque sous le Second Empire. Ces dossiers sont actuellement répartis dans les sous-séries 1 M et 7 M. On en trouvera le complément dans la série M de la Moselle : listes électorales postérieures à 1859, élections aux conseils d'arrondissement à partir de 1852, maires et adjoints depuis 1853. En ce qui concerne l'arrondissement de Briey, les dossiers administratifs de l'an VIII à 1870 sont restés à Metz, où il convient de les consulter. Quant aux papiers de l'administration civile du territoire occupé de Longwy-Briey (1914-1918), remis aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle en 1928, ils ont été repris par les Allemands en 1940 et sont demeurés introuvables jusqu'à présent.

On constate ainsi que la série M de Meurthe-et-Moselle est à peu près entièrement constituée par les papiers de la préfecture de la Meurthe (1800-1870), à laquelle a succédé celle de Meurthe-et-Moselle (1871-1940). Sur ce fonds principal sont venus se greffer quelques fonds secondaires provenant d'organismes régionaux ou départementaux : Institut régional d'hygiène de l'Université de Nancy, 1927-1940 (5 M 51) ; - Commissions régionale et départementale d'études sur le coût de la vie, 1920-1940 (6 M 701 à 706) ; - Direction des services agricoles, 1919-1935 (7 M 1) ; - Office agricole régional de l'Est, 1919-1936 (7 M 13 à 15) ; - Station agronomique de Nancy, 1930 (7 M 44) ; - Caisses d'assurances mutuelles agricoles, 1930-1940 (7 M 186-187) ; - Inspection régionale du travail, fin XIX<sup>e</sup> siècle (10 M 1 à 16). L'ensemble constitue une assez bonne source de documentation pour l'histoire départementale depuis 1800, malgré des lacunes d'importance inégale selon les périodes considérées.

Dans la sous-série 1 M (Administration générale du département), il faut regretter l'absence de rapports préfectoraux pour la période de l'an XIV à 1854, à l'exception d'un rapport du préfet Alban de Villeneuve-Bargemont (1784-1850) en 1822 et d'une note statistique du préfet Lucien Arnault (1787-1863) en 1839 ; de semblables lacunes sont à déplorer de 1861 à 1870, 1874 à 1893, 1910 à 1922 et 1935 à 1940. Il n'existe d'ailleurs aucun rapport sur l'esprit public au cours de toute la Monarchie de Juillet.

La sous-série 2 M (Personnel administratif) n'est pas complète en ce qui concerne les nominations de maires et d'adjoints de 1800 à 1848, sauf pour l'arrondissement de Lunéville. Il en est de même des listes électorales conservées dans la sous-série 3 M (Plébiscites et élections). Par ailleurs, il n'y a guère que des épaves de dossiers d'élections municipales de 1855 et de 1860.

L'importance particulière de la sous-série 4 M (Police) provient du voisinage de la Meurthe-et-Moselle avec l'Alsace-Lorraine annexée par l'Allemagne : la création des postes de commissaires spéciaux de police près des gares frontières et la fréquence de leurs rapports sont la source de renseignements intéressants sur la situation de cette région entre 1871 et 1914.

La sous-série 5 M (Santé publique et hygiène), permet d'avoir connaissance des réalisations de ce département dans le domaine de la santé. C'est en 1919 que fut créé l'Office d'hygiène sociale et de lutte contre la tuberculose, qui développa son activité dans divers secteurs.

Dans la sous-série 6 M (Population, économie, statistiques), c'est encore l'arrondissement de Lunéville qui est le mieux représenté pour les recensements de la population du Premier Empire, de la Restauration et du Second Empire. La même constatation s'impose, dans la sous-série 7 M (Agriculture), pour les renseignements agricoles de 1800 à 1850).

La sous-série 8 M (Commerce), en dépit du petit nombre de ses dossiers, est riche de renseignements au point de vue industriel, grâce à ses notices sur les expositions et sur les foires. De même, la sous-série 9 M (Industrie), est très complète avec sa statistique industrielle fournissant non seulement la liste des industries du département, mais encore des précisions intéressantes sur les diverses entreprises, en particulier au moment des crises ou des enquêtes en vue d'une politique industrielle, par exemple lors des traités de 1860. Il existe aussi des rapports d'ensemble sur la situation industrielle du département de l'an IX à 1936.

Le département ayant été le siège de l'inspection régionale du travail, la sous-série 10 M (Travail et main-d'œuvre), conserve, pour la période 1857-1872, des rapports dignes d'intérêt sur la situation du travail, surtout dans l'industrie textile, en Champagne et en Lorraine. Il y a encore pour la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des dossiers de l'inspection régionale du travail pour une aire géographique importante couvrant l'Alsace, la Champagne, la Franche-Comté et la Lorraine.

Ainsi la série M de Meurthe-et-Moselle présente-t-elle des ombres et des lumières, ces dernières étant de plus en plus vives au fur et à mesure qu'on s'avance vers 1940. Les lacunes peuvent être comblées en partie par la consultation des autres séries modernes, dont les répertoires dactylographiés attestent le progrès des classements. Il reste à souhaiter que nombreux soient encore les chercheurs qui utiliseront les ressources d'une série contenant toute la vie d'un département chargé d'histoire. Le travail de Marie-Thérèse Aubry n'a pas d'autre but que d'aider à la réalisation de ce vœu.

Pierre Gérard

*Directeur des Services d'Archives*

*de Meurthe-et-Moselle*

[complété par Sabrina Belin et Jean-Charles Capronnier, 2022)

## 4 M Police

### TABLE DES MATIÈRES

<b><i>Généralités (4 M 1-27)</i></b>	<b>17</b>
Organisation et personnel de la police (4 M 1-11)	17
Rapports périodiques de police et de gendarmerie (4 M 12-27)	18
<b><i>Police administrative (4 M 28-135)</i></b>	<b>21</b>
Armes et munitions (4 M 28)	21
Ambulants, nomades, brocanteurs (4 M 29-42)	21
Louveterie et nuisibles (4 M 43-46)	21
Chasse (4 M 47-50)	22
Pêche (4 M 51-52)	22
Vendanges (4 M 53)	22
Loterie, jeux de hasard (4 M 54-59)	22
Appel à la générosité publique (4 M 60)	22
Police de la voie publique (4 M 61-62)	23
Heure légale (4 M 63)	23
Associations (4 M 64-126)	<i>voir inv. suppl. détaillé</i>
Débits de boissons (4 M 127-133)	23
Cinémas (4 M 133 <sup>bis</sup> )	23
Prostitution (4 M 134-135)	23
<b><i>Relations internationales (4 M 136-251)</i></b>	<b>24</b>
Étrangers (4 M 136-174)	24
Affaires d'Alsace-Lorraine (4 M 175-218 <sup>bis</sup> )	27
Relations franco-allemandes (4 M 219-227)	30
Relations franco-belges (4 M 228-229)	31

Relations franco-luxembourgeoises (4 M 230)	31
Autres questions internationales (4 M 231)	32
Consulats étrangers en France (4 M 232-233)	32
Passeports (4 M 234-251)	33
<b><i>Sûreté publique (4 M 252-278)</i></b>	<b>33</b>
Action et manifestations politiques (4 M 252-266)	33
Surveillance légale (4 M 267-272)	35
Espionnage (4 M 273-278)	35

# Généralités<sup>1</sup>

## Organisation et personnel

- 4 M 1 Police : fonctionnement (an IX-1811). - Fonctionnaires de police : attributions (1815-1822). - Police mobile, opérations : statistique (1909). - Police et armée en temps de guerre : attributions (1914-1917). - Police dans les Régions libérées : réorganisation (1919-1920). - Commissariats spéciaux de police des chemins de fer et commissariats de police de la France : états imprimés (1904). - Commissaires spéciaux et commissaires de police, emplois : suppression éventuelle (1928). - Meurthe-et-Moselle, police : nouvelle organisation (1935-1938). - Services de police : immeubles affectés (1934-1938). an IX-1938
- 4 M 2 Commissariats de police. - Nancy, Lunéville, Pont-à-Mousson et Toul, commissaires de police : nomination (an VIII). - Commissaires de police : traitements, attributions (an VIII-1820). - Département de la Meurthe, commissaires de police : liste, attributions (1848-1850). - Commissariat départemental de police : registres des ordres transmis (1853-1854). - Second Empire : commissariats de police cantonaux (1852-1870). - Commissariats de police (1872-1935). an VIII-1935
- 4 M 3 Commissariat départemental de police : registres des ordres reçus. 1853-1854
- 4 M 4 Commissariats de police. - **Auboué** : attributions (1912-1913). **Baccarat** : création, suppression (1868-1922). **Blâmont** : projets de suppression (1856-1869). **Dieuze** : attributions, suppression (1832-1836). **Dombasle** : création, projet de suppression (1913-1938). **Haroué** : rétablissement (1860-1861). **Homécourt** : création (1912) et suppression (1922), projet de création d'un commissariat avec juridiction sur Auboué (1935-1936). **Jarny** : extension de juridiction aux communes de Labry et Giraumont (1912-1913). **Jœuf** : création (1906), immeuble (1937). **Longwy** : création, extension de juridiction, changements de classe, effectifs (1888-1938). **Lunéville** : commissaires : nomination ; extension de juridiction, demande d'un 2<sup>e</sup> commissaire pour les communes rurales (an VIII-1928). **Mont-Saint-Martin** : création, bâtiments, effectifs (1913-1938). an VIII-1938
- 4 M 5-7\* Nancy, commissariat de police an XI-1935**
- 4 M 5 Nancy, commissariat de police. - Commissaires : nomination, traitement ; service : organisation ; extension de juridiction ; commissariat central : création ; tournées dans les communes ; 4<sup>e</sup> commissariat : création (an XI-1935) ; commissaire central, abus de pouvoir : plainte (1914-1915). - Nancy, amicale de prévoyance des agents de police (1918-1920). an XI-1935
- 4 M 6\* Nancy, commissariat de police. - Correspondance journalière : registre (mai 1853-avril 1854). 1853-1854
- 4 M 7\* Nancy, commissariat de police : ordres aux commissaires (juin 1853-avril 1854). 1853-1854

<sup>1</sup> Voir aussi 1 M 433 à 442, 444 à 462.

- 4 M 8 Commissariats de police. - **Nomeny** : projet de suppression (1868). **Phalsbourg** : projet de création (1852), suppression (1870). **Piennes** : projet de suppression (1921). **Saint-Nicolas** : installation, projet de suppression, rétablissement (1842-1903). **Sarrebourg** : installation, projet de suppression (1850-1870). **Thiaucourt** : projet de suppression (1867-1868). **Toul**, commissaire : nomination ; changement de classe ; 2<sup>e</sup> commissariat : projet de création (an IX-1938). **Tucquegnieux** : extension de juridiction (1912-1913). **Vézelize** : suppression (1865). **Vic** : suppression (1843), changement de classe (1861), conservation des archives (1855-1870). **Villerupt** : création, extension d'attributions, suppression, rétablissement (1908-1937). an IX-1938
- 4 M 9 Police municipale, étatisation. - Nancy et région de Briey-Longwy, police nationale : projet de création (1913) ; police nationale et des villes : réorganisation (1919-1920). - Longwy, Lunéville, Toul et région de Nancy (1935-1939), police : étatisation. 1913-1939
- 4 M 10 Commissariats spéciaux de police : généralités (1879-1940). **Audun-le-Roman** : activité, état des archives (1871-1895). **Batilly** : suppression et rétablissement (1892-1913). **Briey** : création ; inspecteurs : nomination ; suppression et rétablissements ; Briey et Longwy, commissariats : effectifs (1872-1939). **Conflans-Jarny** : état des archives, inspecteur : création d'un poste (1895-1913). **Frouard** : projet de suppression (1871), création (1875), suppression (1880). **Ignéy-Avrucourt** : état des archives ; commissariat, local : réfection (1895-1905). **Longuyon** : création et suppression (1877-1878). **Longwy** : état des archives ; commissariat : organisation, effectifs (1895-janvier 1940). **Lunéville** : projet d'établissement, création, suppression, projet de rétablissement (1871-1924). **Moncel-sur-Seille** : inspecteur spécial : création d'un poste ; état des archives (1895). **Nancy** : effectifs, attributions, fonctionnement (1889-1939). **Pagny-sur-Moselle**, espionnage : documents secrets provenant de Guillaume Schnaebelé (1871-1900) ; archives (1911). **Pont-à-Mousson** : création, effectifs, projet de suppression (1917-1940). **Pont-Saint-Vincent** : suppression, état des archives, circonscription géographique (1884-1895). **Saint-Nicolas-de-Port** : création, extension de juridiction, circonscription, état des archives (1882-1909). **Toul** : projet de rétablissement, état des archives, activité (1893-1916). **Villerupt** : état des archives, suppression du poste (1895-1919). 1871-1940
- 4 M 11 Union civique de Meurthe-et-Moselle, organisation et fonctionnement : rapports, statuts (1920-1925). – Nancy, service des veilleurs de nuit : projet de création (1908). 1908-1925

### *Rapports périodiques de police et de gendarmerie*

- 4 M 12 **Baccarat**, commissaires de police : rapports (avril 1854, septembre 1855, janvier et mars 1856, janvier-mai 1863, janvier-mars, mai-octobre, décembre 1864, octobre-décembre 1866, février-avril 1867,

- 4 M 12 (suite) janvier 1868). - **Blâmont**, commissaires de police : rapports (avril 1854, septembre-décembre 1855, janvier et mars 1856, janvier-mars et septembre 1863, mai-août, octobre-décembre 1864, novembre 1866, février-mai 1867). - **Château-Salins**, commissaires de police : rapports (janvier et août 1856). - **Dieuze**, commissaires de police : rapports (mai et août 1853, novembre 1855, janvier-mars, mai, juillet-août 1856, janvier et décembre 1863, mars-avril, juin, octobre-décembre 1864, avril 1865, avril 1867, juillet 1870). - **Haroué**, commissaires de police : rapports (décembre 1855, janvier-juillet 1856). - **Longwy**, commissaires de police : rapports (juin 1875). - **Lunéville**, commissaires de police : rapports (1827-1829, août 1848, juin 1853, avril 1854, septembre-novembre 1855, janvier-mars, juin 1856, 1863-1864). 1827-1875
- 4 M 13 **Nancy**, commissaires de police, rapports : *commissaire départemental* (1853-1854) ; *commissaire de police de Nancy-est* (janvier et mars 1856, juillet-décembre 1861, 1862, janvier-mars, mai, juillet 1863, février, mai-juin 1873) ; *commissaire de police de Nancy-ouest* (janvier-mars 1856, janvier et mars 1859, janvier, août, octobre-décembre 1862, janvier-février 1863, mars 1873) ; *commissaire central de police de Nancy* (janvier 1865, 1868-1869, janvier-juillet 1870, février-juin, septembre 1873, janvier 1874, juillet 1880, mars-décembre 1934, 1935) ; *inspecteur de police de Nancy* (juillet-décembre 1861, janvier-août 1863). 1853-1935
- 4 M 14 **Nomeny**, commissaires de police : rapports (décembre 1855, janvier, mars-mai 1856, avril-mai 1863, janvier-mars, juin-décembre 1864, octobre-décembre 1866, janvier-juin, août-octobre, décembre 1867, mars, mai, août et novembre 1868, janvier-février, septembre, novembre-décembre 1869, janvier-mars, mai-juillet 1870). - **Phalsbourg**, commissaires de police : rapports (mai-juin, septembre et décembre 1853, janvier-mars, juin 1856). 1853-1870
- 4 M 15 **Pont-à-Mousson**, commissaires de police : rapports (juillet 1852-1897). 1852-1897
- 4 M 16 Pont-à-Mousson, commissaires de police : rapports (octobre 1903-1915). 1903-1915
- 4 M 17 Pont-à-Mousson, commissaires de police : rapports (janvier 1916-février 1917). 1916-1917
- 4 M 18 **Saint-Nicolas-de-Port**, commissaires de police : rapports (janvier-février 1856, janvier-mai 1863, février, mai-décembre 1864, octobre-décembre 1866, janvier-avril, juin-septembre 1867, janvier-février, octobre-décembre 1868, janvier-avril, juin-décembre 1869, janvier-juillet 1870). - **Sarrebourg**, commissaires de police : rapports (mai, août-septembre, novembre 1853, janvier, mars 1856). - **Thiaucourt**, commissaires de police : rapports (septembre 1855, janvier, mars et mai 1856, septembre 1863, janvier-novembre 1864, janvier 1865, octobre-

4 M 18 (suite)	décembre 1866, janvier-juin 1867). - <b>Toul</b> , commissaires de police : rapports (mai et décembre 1853, septembre 1855, janvier et mars 1856, janvier-avril 1863, avril-octobre 1864, novembre-décembre 1866, mars-octobre, décembre 1867, avril-septembre, novembre 1868, janvier-avril, juin-novembre 1869, mai-juillet 1870, mai 1871, juin 1872, mai 1923-mars 1924, mars 1934-décembre 1935). - <b>Vézelize</b> , commissaires de police : rapports (avril, juin, août 1853, novembre 1855, janvier-mai 1863, 1864, janvier 1865). - <b>Vic-sur-Seille</b> , commissaires de police : rapports (octobre 1853, décembre 1855, février-mars 1856, février, mai 1864, janvier, mai-juillet, septembre-décembre 1867, octobre-décembre 1869).	1853-1935
<b>4 M 19-26</b>	<b>Police, commissaires spéciaux : rapports</b>	<b>1871-1935</b>
4 M 19	Audun-le Roman, police, commissaires spéciaux : rapports.	1871-1911
4 M 20	Avricourt (Igney-), police, commissaires spéciaux : rapports.	1875-1911
4 M 21	Batilly, police, commissaires spéciaux : rapports (1876-1882). - Briey, police, commissaires spéciaux : rapports (1873, 1875, 1908-1911, 1928-1934). - Conflans-Jarny, police, commissaires spéciaux : rapports (1909-1911). - Emberménil, police, commissaires spéciaux : rapports (1871-1875).	1871-1934
4 M 22	Frouard, police, commissaires spéciaux : rapports (1871-1880, 1888, 1892, 1898). - Longuyon, police, commissaires spéciaux : rapports (1873). - Longwy, police, commissaires spéciaux : rapports (1871-1878, 1898, 1911, 1919, 1929-1935). - Lunéville, police, commissaires spéciaux : rapports (1892-1898, 1903-1904).	1871-1935
4 M 23	Moncel-sur-Seille, police, commissaires spéciaux : rapports (1888-1911). - Nancy <sup>1</sup> , police, commissaires spéciaux : rapports (1872-1878, 1905-1911, 1923-1935). - Nomeny, police, commissaires spéciaux : rapports (1901-1907). - Pont-à-Mousson, police, commissaires spéciaux : rapports (1923-1935). - Pont-Saint-Vincent, police, commissaires spéciaux : rapports (1898-1899, 1905).	1872-1935
4 M 24	Pagny-sur-Moselle, police, commissaires spéciaux : rapports.	1871-1882
4 M 25	Pagny-sur-Moselle, police, commissaires spéciaux : rapports.	1894-1913
4 M 26	Saint-Nicolas-de-Port, police, commissaires spéciaux : rapports (1894, 1909-1914). - Toul, police, commissaires spéciaux : rapports. (1886-1887, 1897, 1902-1911, 1923-1924). - Villerupt, police, commissaires spéciaux : rapports. (1894-1911).	1886-1924
4 M 27	Briey, gendarmerie : rapports (mars-septembre 1924). - Dombasle, gendarmerie : rapports (mars 1934). - Lunéville, gendarmerie : rapports (avril-mai 1934). - Nancy, gendarmerie : rapports (avril 1934). - Neuves-Maisons, gendarmerie : rapports (mai-juin, août-septembre 1934).	1924-1934

---

<sup>1</sup> Voir aussi la sous-série 8 R (mouvements des troupes allemandes et situation dans les zones occupées par l'ennemi, 1914-1918).

## Police administrative

### *Armes et munitions*

4 M 28 Armes à feu, pétards, port et vente d'armes, détention d'armes et d'explosifs : réglementation. 1816-1929

### *Ambulants, nomades, brocanteurs*

4 M 29\* Nomades et ambulants autorisés à séjourner en France : état nominatif. 1862-1887

4 M 29<sup>bis</sup>\* Saltimbanques, carnets : délivrance ; séjour : autorisations. 1890-1892

4 M 30\* Saltimbanques, séjour : autorisations ; états nominatifs. 1900-1913

4 M 31\* Saltimbanques, séjour : autorisations ; états nominatifs. 1913-1921

**4 M 32\*-  
40\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, en application de la loi  
du 16 juillet 1912 1913-1937**

4 M 32\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 1-599. 1913-1917

4 M 33\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 600-997. 1917-1921

4 M 34\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 998-1495. 1921-1922

4 M 35\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 1496-1780. 1922-1923

4 M 36\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 1781-3268. 1923-1925

4 M 37\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 3269-3725. 1925-1928

4 M 38\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 3726-4022. 1928-1929

4 M 39\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 4023-4515. 1929-1933

4 M 40\* Saltimbanques : récépissés de déclaration, n° 4516-5394. 1933-1937

4 M 41\* Arrondissement de Toul, nomades et ambulants : récépissés de déclaration, n° 1-200. 1916-1922

4 M 42\* Arrondissement de Toul, nomades et ambulants : récépissés de déclaration. 1922-1926

### *Louveterie et nuisibles*

4 M 43 Lieutenant de louveterie : arrêtés de nomination. 1819-1917

4 M 44 Animaux nuisibles (loups, sangliers), destruction : traques et battues. 1818-1928

4 M 45\* Loups, destruction : sommes payées pour primes. 1859-1906

4 M 46 Animaux nuisibles (campagnols, chenilles) : destruction. 1822-1915

### *Chasse*<sup>1</sup>

4 M 47	Police de la chasse, chasse aux gibiers, aux oiseaux, réglementation : arrêtés préfectoraux.	an XIII-1928
4 M 48	Chasse, ouverture : arrêtés préfectoraux (1919-1937) ; chasse, fermeture : arrêtés préfectoraux (1904, 1920-1937).	1904-1937
4 M 49	Permis de chasse : statistiques, modes de délivrance.	1815-1917
4 M 50	Chasse illicite et braconnage.	1817-1912

### *Pêche*<sup>2</sup>

4 M 51	Pêche : renseignements (1851) ; réglementation (1885-1928).	1851-1928
4 M 52	Pêche illicite (1911-1921). - Pisciculture (1899-1933). - Comité départemental de la pêche et de la pisciculture fluviales (1923-1924).	1899-1933

### *Vendanges*

4 M 53	Vendange : ban (par commune).	1890-1903
--------	-------------------------------	-----------

### *Loteries – Jeux de hasard*<sup>3</sup>

4 M 54	Loteries non autorisées.	an X-1902
4 M 55	Loteries autorisées.	1844-1903
4 M 56	Loteries autorisées.	1931-1937
4 M 57	Loteries autorisées.	1938-1939
4 M 58	Loteries autorisées.	1939-1940
4 M 59	Jeux de hasard.	1807-1918

### *Appel à la générosité publique*<sup>4</sup>

4 M 60	Quêtes et ventes de charité.	1903-1920
--------	------------------------------	-----------

---

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 92-93 ; 7 M 235, 7 M 245.

<sup>2</sup> Voir aussi 4 M 93 ; 7 M 244-245.

<sup>3</sup> Voir aussi 4 M 65 à 68.

<sup>4</sup> Voir aussi sous-série 8 R (œuvres de guerre et dons, 1916-1929).

### *Police de la voie publique*

- |        |                                                                                                   |           |
|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 4 M 61 | Courses de taureaux. - Chiens errants. - Attelages de chiens. - Divagation d'animaux domestiques. | 1850-1936 |
| 4 M 62 | Duels (1838). - Diseuses de bonne aventure (1916). - Tapage nocturne et charivaris (1853-1912).   | 1838-1912 |

### *Heure légale*

- |        |                                                                                           |           |
|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 4 M 63 | Heure légale : avance demandée par les agriculteurs, retard demandé par les instituteurs. | 1918-1917 |
|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

4 M 64-126, Associations : voir inventaire séparé

### *Débits de boissons*

- |         |                                                                                                                                                                                                                    |           |
|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 4 M 127 | Débits de boissons : circulaires et instructions.                                                                                                                                                                  | 1851-1883 |
| 4 M 128 | Débits de boissons : statistiques ; ouverture : autorisations ; fermeture : déclarations. – Débitants : relevés nominatifs, états numériques. - Cafés-concerts : états.                                            | 1822-1923 |
| 4 M 129 | Débits de boissons heures d'ouverture et de fermeture, réglementation : arrêtés préfectoraux (1883-1922), infractions à ces arrêtés (1922-1926).                                                                   | 1883-1926 |
| 4 M 130 | Vente de boissons alcoolisées dans la zone des armées, vente d'absinthe, transport d'alcool, ouverture de nouveaux débits : réglementation.                                                                        | 1915-1917 |
| 4 M 131 | Cafés, fréquentation par les troupes et les civils, heures d'ouverture et de fermeture, réglementation : arrêtés émanant de l'autorité militaire (1917-1919). - Spiritueux, vente : réglementation (1915-1920).    | 1915-1920 |
| 4 M 132 | Débits de boissons, périmètre d'interdiction : circulaires et instructions (1880-1928). - Arrondissements de Briey et de Lunéville, débits de boissons, périmètre d'interdiction : arrêtés municipaux (1907-1914). | 1880-1928 |
| 4 M 133 | Arrondissements de Nancy et de Toul, débits de boissons, périmètre d'interdiction : arrêtés municipaux.                                                                                                            | 1882-1933 |

### *Cinéma<sup>1</sup>*

- |                        |                    |           |
|------------------------|--------------------|-----------|
| 4 M 133 <sup>bis</sup> | Cinéma : contrôle. | 1914-1931 |
|------------------------|--------------------|-----------|

---

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 114.

## *Prostitution*

- 4 M 134 Maisons de tolérance du département : statistiques (1879). - Prostitution : enquête (1902) ; sous-préfets, maires et commissaires de police : rapports (1908-1912). - Prostitution : Baccarat (1867) ; arrondissement de Briey (1895-1913) ; Lunéville (1856-1915) ; Nancy (1856-1915). 1856-1915
- 4 M 135 Prostitution : Phalsbourg (1858-1868) ; Pont-à-Mousson (1843-1911) ; Saint-Nicolas-de-Port (1892-1906) ; Sarrebourg (1863-1868) ; Toul et sa banlieue (1851-1920). - Maisons de tolérance : interdiction aux troupes américaines (1918). - Traite des blanches (1906-1909). 1843-1920

## **Relations internationales<sup>1</sup>**

### *Étrangers<sup>2</sup>*

- 4 M 136 Étrangers : circulaires et instructions. 1826-1916
- 4 M 137 Étrangers : généralités (1807-1937). - Nationalités : Allemands (1842-1886), Anglais (1816-1914), Arméniens (1895-1896), Australiens (1924), Autrichiens (1890-1898), Belges, notamment rixes entre Belges et Français (1840-1927), Bulgares (1904-1932), Canadiens (1900), Espagnols (1834-1914), Grecs (1924), Hollandais (1891), Indochinois (1906), Libanais (1922), Luxembourgeois (1896-1910), Polonais (1887-1938), Portugais (1831), Russes (1880-1934), Suisses (1831-1932), Yougoslaves (1930). 1807-1938
- 4 M 138 Étrangers : Italiens (1858-1939), principalement rixes entre eux (1881-1908). 1858-1939
- 4 M 139 Étrangers : recensement. - Déclarations de résidence, en application du décret du 2 octobre 1888 : états numériques, états mensuels et états récapitulatifs annuels. - Étrangers ayant satisfait aux prescriptions de la loi du 8 août 1893 : situation numérique. 1888-1895
- 4 M 140 Étrangers : statistiques semestrielles, par département, arrondissement et commune. 1896-1905
- 4 M 141 Étrangers : statistiques semestrielles, par département, arrondissement et commune. 1906-1912
- 4 M 142 Étrangers : statistiques semestrielles, par département, arrondissement et commune. 1913-1914

---

<sup>1</sup> Voir aussi 1 M 678 ; 6 M 288 à 290 ; 8 M 4, 22 à 26.

<sup>2</sup> Voir aussi 4 M 112, 115, 213, 216 ; 6 M 14, 21, 23 à 25, 27 à 31, 296 ; 7 M 45 ; 9 M 33 ; 10 M 33 à 37.

4 M 143	Étrangers, évacués : instructions (1914). - Évacués étrangers et alsaciens-lorrains, réfugiés français et belges : états numériques, listes nominatives. - Religieuses allemandes évacuées (1914-1918). - Étrangers résidant en Meurthe-et-Moselle au 1 <sup>er</sup> décembre 1915 : recensement. - Allemands, Austro-hongrois, Ottomans, Bulgares et Alsaciens-Lorrains : dénombrement (1916). - Nancy et Toul, étrangers : listes (1917).	1914-1917
4 M 144	Meurthe-et-Moselle, Austro-allemands ayant obtenu un permis de séjour ou ayant quitté le département : listes nominatives. - Ressortissants d'origine allemande : correspondance, renseignements.	1915-1918
4 M 145	Services des étrangers, étrangers résidant à Nancy : fiches individuelles (cartes vertes).	1916
4 M 146	Étrangers : statistiques semestrielles par département, arrondissement et commune, plus particulièrement de l'arrondissement de Nancy.	1915-1917
4 M 147	Étrangers : statistiques semestrielles par département, arrondissement et commune, plus particulièrement de l'arrondissement de Nancy.	1918-1921
4 M 148	Étrangers : statistiques semestrielles, par arrondissement et, pour l'arrondissement de Nancy, par commune (1922-1925). - Meurthe-et-Moselle, propriétés rurales et urbaines possédées par des étrangers : enquête (1924-1925).	1922-1925
4 M 149	Arrondissements de Briey, de Nancy et de Toul, étrangers : statistiques semestrielles, par arrondissement et commune.	1926
4 M 150	Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : statistiques semestrielles, par arrondissement et commune.	1927
4 M 151	Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : statistiques semestrielles, par arrondissement et commune.	1928-1930
<b>4 M 152-156</b>	<b>Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune</b>	<b>1931-1935</b>
4 M 152	Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune.	1931
4 M 153	Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune.	1932
4 M 154	Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune.	1933
4 M 155	Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune.	1934
4 M 156	Arrondissements de Briey, de Lunéville et de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune.	1935

<b>4 M 157-160</b>	<b>Étrangers : situations numériques annuelles, par commune</b>	<b>1937</b>
4 M 157	Arrondissement de Briey, étrangers : situations numériques annuelles, par commune.	1937
4 M 158	Arrondissement de Lunéville, étrangers : situations numériques annuelles, par commune.	1937
4 M 159	Arrondissement de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune, d'Abaucourt à Lupcourt.	1937
4 M 160	Arrondissement de Nancy, étrangers : situations numériques annuelles, par commune, de Maidières à Xirocourt.	1937
4 M 161	Étrangers : statistique numérique, par commune.	1938
4 M 162	Étrangers : statistique numérique, par commune.	1939
<b>4 M 163-170</b>	<b>Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage</b>	<b>1888-1906</b>
4 M 163	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1888-1889
4 M 164	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1890-1891
4 M 165	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1892-1893
4 M 166	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1894
4 M 167	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1895
4 M 168	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1897
4 M 169	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1898-1899
4 M 170	Étrangers : expulsions pour motifs politiques et syndicaux ou pour suspicion d'espionnage.	1900-1906
4 M 171	Étrangers expulsés de France : sans indication de nationalité (1892-1908) ; de nationalités non détaillées (1895-1906) ; Allemands (1889-1908) ; Autrichiens (1894-1905) ; Belges (1889-1907) ; Espagnols (1901) ; Hollandais (1863-1897) ; Italiens (1893-1907) ; Luxembourgeois (1891) ; Polonais (1903) ; Russes (1890-1907) ; Suisses (1894-1901) ; Turcs (1907).	1863-1908
4 M 172	Déserteurs étrangers : généralités (an XI-1904) ; Allemands (1889-1914) ; Autrichiens (1891-1911) ; Belges (1891-1906) ; Hollandais (1906) ; Italiens (1901-1906) ; Russes (1906) ; Suisses (1906-1909).	an XI-1914
4 M 173	Nord-Africains. - Algériens résidant en France (1912). Conditions d'habitat des Nord-Africains dans le Pays-Haut [arrondissement de Briey] (1937-1938).	1912-1938
4 M 174	Réfugiés étrangers : Polonais, Hanovriens, Espagnols....	1833-1898

## *Affaires d'Alsace-Lorraine*<sup>1</sup>

4 M 175	Frontière franco-allemande, délimitation : relevé de bois communaux et particuliers traversés par la nouvelle frontière (novembre 1871) ; plans (1871). - Igney et une partie d'Avricourt, Raon-lès-Leau : rétrocession à la France (1873). - Arrondissement de Briey, de Lunéville, de Nancy et de Toul, frontière franco-allemande, description et abornement : registres (10 mars 1875) [copies de 1890]. - Saint-Ail et Tronville : circonscriptions paroissiales modifiées par la nouvelle délimitation des diocèses (juin-juillet 1875). - Communes françaises limitrophes du cercle de Sarrebourg : nomenclature (juin 1888). - Sancy (Meurthe-et-Moselle) et Lommerange [Alsace-Lorraine] : contestation à la frontière (1891). - Visite de frontières, procès-verbaux, rédaction : instructions (1898 et 1906). - Bey-sur-Seille et Armaucourt, cadastre : renouvellement (1910). - Région de Phlin et Thézey-Saint-Martin, frontière franco-allemande : délimitation (1910-1911).	1871-1911
<b>4 M 176-178</b>	<b>Poteaux et bornes-frontière : entretien, dégradation, déplacement et rétablissement</b>	<b>1872-1918</b>
4 M 176	Poteaux et bornes-frontière : entretien, dégradation, déplacement et rétablissement.	1872-1897
4 M 177	Poteaux et bornes-frontière : entretien, dégradation, déplacement et rétablissement.	1898-1908
4 M 178	Poteaux et bornes-frontière : entretien, dégradation, déplacement et rétablissement.	1909-1914
4 M 179	Frontière, travaux : dégagements forestiers ; chemins ruraux limitrophes : entretien ; pont de chemin de fer : reconstruction.	1871-1917
4 M 180	Surveillance de la frontière. Surveillance française : mesures de police (1875-1906) ; surveillance allemande (1874-1908).	1874-1908
4 M 181	Voyageurs entrant et sortant par les gares frontières : statistiques.	1889-1911
4 M 182	Frontière : incidents franco-allemands.	1874-1914
4 M 183	Violations de frontières.	1874-1914
4 M 184	Visites à la frontière par des Français (1889), par des Allemands (1885-1903).	1885-1903
4 M 185	Frontière : manœuvres françaises.	1891-1906
4 M 186	Presse d'Alsace-Lorraine, journaux : extraits.	1875-1894
4 M 187	Presse d'Alsace-Lorraine : extraits de journaux (1895-1911) ; situation de la presse (1872-1906).	1872-1911

---

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 143, 277 ; 5 M 12-13, 15 ; 6 M 290 à 295<sup>bis</sup> ; 7 M 113 ; 10 M 22.

<b>4 M 188-192</b>	<b>Renseignements militaires</b>	<b>1872-1913</b>
4 M 188	Renseignements militaires.	1872-1885
4 M 189	Renseignements militaires.	1886-1887
4 M 190	Renseignements militaires.	1888-1892
4 M 191	Renseignements militaires.	1893-1894
4 M 192	Renseignements militaires.	1895-1913
4 M 193	Alsaciens-Lorrains astreints au service militaire allemand : insoumis et déserteurs.	1875-1913
4 M 194	Bataille de 1870, champs de bataille d'Alsace-Lorraine : visites par des Alsaciens-Lorrains, par des Allemands et par des Anglais (1889-1908). - Cimetières allemands (1890-1897). - Monuments d'Alsace-Lorraine (1889-1904).	1889-1908
4 M 195	Situation politique : généralités (1880-1906). – Reichstag : élections (1876-1907); députés d'Alsace-Lorraine : élections (1883-1912); délégation d'Alsace-Lorraine [Landesausschuss] : élections (1879-1900); conseils généraux et d'arrondissement : élections (1881-1894); élections municipales (1876-1898); Alsace-Lorraine, municipalités, maires de carrière : élections (1873-1908).	1873-1912
4 M 196	Alsace-Lorraine, germanisation. - Enseignement : germanisation (1878-1889); rédaction des actes : emploi obligatoire de l'allemand (1873-1883).	1873-1889
4 M 197	Administration. - Alsace-Lorraine, Statthalter : activité (1880-1898). - Visites de Ferdinand von Zeppelin, président de la Lorraine (1901). - Ministère d'Alsace-Lorraine : remplacement de Robert von Puttkamer par M. von Keller comme secrétaire d'État (1901). - Changements parmi les directeurs de cercle (1880-1896). - Metz, conseil général de Lorraine : sessions (1886-1889). - Justice (1872-1894). - Impôts (1900). - Service des postes et des téléphones (1871-1908). - Service des douanes (1871-1899). - Police (1874-1908). - Commissaires spéciaux de police allemands (1888-1901). - Gendarmerie (1888-1904).	1871-1908
4 M 198	Alsace-Lorraine : visites de l'empereur d'Allemagne (1879-1910). - Haut-Kœnigsbourg, château : aménagement (1901).	1879-1910
4 M 199	Fêtes nationales allemandes : anniversaire de l'empereur d'Allemagne et anniversaire de Sedan.	1873-1908
4 M 200	Esprit public.	1874-1914
4 M 201	Alsace-Lorraine, mesures anti-françaises : vexations contre les Alsaciens-Lorrains francophiles et contre les Français séjournant en Alsace-Lorraine.	1874-1914

4 M 202	Alsaciens-Lorrains germanophiles (1874-1914), Alsaciens-Lorrains expulsés de France (1889-1908).	1874-1914
4 M 203	Alsace-Lorraine : manifestations francophiles et antiallemandes.	1881-1911
4 M 204	Rixes entre Alsaciens-Lorrains et Français, principalement dans les centres industriels français.	1894-1903
4 M 205	La presse et la librairie et l'Alsace-Lorraine. - Presse et librairie françaises : articles sur l'Alsace-Lorraine ; mesures d'interdiction par l'autorité allemande de livres et imprimés français (1874-1905). - Alsace-Lorraine : presse officieuse et presse interdite (1873-1900).	1873-1905
4 M 206	Alsace-Lorraine : cultes catholique et protestant.	1873-1908
4 M 207	Associations : sociétés allemandes des Kriegervereine (1882-1901) ; Club vosgien allemand (1896-1897) ; Thionville, section de l'Union patriotique des dames allemandes : projet d'établissement (1886) ; Association des instituteurs lorrains et Société de secours mutuels des instituteurs et institutrices de Lorraine : congrès, réunion générale (1883) ; sociétés de musique d'Alsace-Lorraine (1885-1906).	1882-1906
4 M 208	Séjours d'Alsaciens-Lorrains en France : excursions et séjours d'Alsaciens-Lorrains en Lorraine non annexée et en France (1880-1920) ; Paris : voyage et excursions d'Alsaciens-Lorrains (1887-1901) ; Lourdes : pèlerinages d'Alsaciens-Lorrains et d'Allemands (1891-1908).	1880-1920
4 M 209	Séjours de Français en Alsace-Lorraine : voyageurs français en Alsace-Lorraine (1888-1899) ; passeports : régime allemand (1888-1900).	1888-1900
4 M 210	Alsace-Lorraine : expulsés.	1876-1906
4 M 211	Mesures sanitaires prises par les Allemands à la frontière.	1884-1906
4 M 212	Population : statistiques.	1879-1896
4 M 213	Alsace-Lorraine, étrangers : contrôle (1883-1904) ; ouvriers italiens (1889-1903).	1883-1904
4 M 214	Situation économique et sociale : assurances contre l'invalidité et la vieillesse (1889-1890) ; lutte contre l'alcoolisme (1882-1900) ; agriculture et élevage (1871-1889) ; grandes propriétés terriennes (1889-1896) ; commerce : importation et exportation (1874-1907) ; monopoles : vin, eau-de-vie (1880-1886) ; banques, notamment investissements en Allemagne (1888-1907) ; industrie, grèves et troubles sociaux (1873-1907) ; caisses d'épargne (1908).	1871-1908

4 M 215	Alsaciens-Lorrains en France : Société de protection des Alsaciens-Lorrains en France ; Œuvre de l'émigration de Nancy ; Comité alsacien-lorrain de Nancy (1872-1887). Alsaciens-Lorrains suspects (1872-1903). Bûcherons alsaciens-lorrains (1906). Journal pour les Alsaciens-Lorrains de France (1915).	1872-1915
4 M 215 <sup>bis</sup>	Alsaciens-Lorrains en France : demandes d'emploi, secours accordés.	1872-1888
4 M 216	Alsaciens-Lorrains : émigration à l'étranger, en Amérique, au Canada, en Chine, en Afrique du Sud.	1883-1902
4 M 217	Alsaciens-Lorrains jouissant d'un permis de séjour en France : listes nominatives, par commune (juillet 1916).	1916
<b>4 M 218-218<sup>bis</sup></b>	<b>Alsaciens-Lorrains évacués et internés dans des camps français en 1914-1918 : demandes d'indemnité et attributions de secours</b>	<b>1919-1938</b>
4 M 218	Union des Alsaciens-Lorrains internés de Pont-à-Mousson fondée en juillet 1920 par l'huissier Muller en vue de l'obtention de réparations individuelles : dossier ; association : activités ; bureau : membres ; diminution de son rôle lors de la création de la commission spéciale chargée des Alsaciens-Lorrains ; menées subversives de son président : enquête préfectorale (1920-1938). - Alsaciens-Lorrains se trouvant dans le département lors de la déclaration de guerre et réclamant à ce titre des indemnités sur le crédit accordé en vertu d'une circulaire du ministère de l'Intérieur du 26 novembre 1921 au bénéfice des Alsaciens-Lorrains internés ou évacués pendant les hostilités par les autorités françaises, enquêtes des préfets de la Moselle, du Bas-Rhin et d'autres départements : minutes des réponses du préfet de Meurthe-et-Moselle ; Alsaciens-Lorrains internés par les Français en 1914, enquêtes de l'Office d'Alsace et de Lorraine, réponse : minutes des lettres adressées par le préfet au directeur de l'Office à la Présidence du Conseil à Paris.	1912-1914
4 M 218 <sup>bis</sup>	Alsaciens-Lorrains internés par les Français de 1914 à 1918, crédit de 3 millions voté par le Parlement en 1927 : répartition ; pétitionnaires : instructions des dossiers ; crédits aux bénéficiaires de l'allocation spéciale, répartition, dossiers : transmission à la commission Combarieu établie à la préfecture du Bas-Rhin.	1927-1937

### *Relations franco-allemandes*<sup>1</sup>

4 M 219	Rapports politiques (1905-1916). Renseignements (1913-1914). Incidents franco-allemands (1871-1922) ; incidents individuels, notamment rixes entre ouvriers français et allemands (1890-1905). - Allemands dans la Légion étrangère (1883-1886). - Manifestations pro-allemandes en France (1914) et antiallemandes à Nancy (1913-1914). - Voyages d'Allemands en France (1883-1910) ; visites par des Allemands et des Alsaciens-Lorrains des champs de bataille de 1870
---------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

---

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 232-233.

4 M 219	situés en France (1893-1909), des tombes militaires allemandes de France (1883-1902).	1871-1922
4 M 220	Presse allemande : extraits (1871-1903) ; presse et librairie satiriques (1873-1900) ; librairie : recension (1873).	1871-1903
4 M 221	Politique intérieure (1873-1903). - Socialisme (1873-1892).	1873-1903
4 M 222	Esprit public et fausses nouvelles.	1872-1913
4 M 223	Situation économique et sociale : commerce (1875-1922) ; industrie : grèves (1883-1916) ; coût de la vie (1889) ; émigration et colonisation (1873-1911) ; vagabondage : répression (1883) ; circulation ferroviaire (1890) ; impôts (1906).	1873-1916
4 M 224	Armée allemande : informations militaires (1873-1911) ; chevaux destinés au service de l'armée allemande : exportation de France en Allemagne (1889-1890).	1873-1911
4 M 225	Expulsés d'Allemagne.	1885-1905
4 M 226	Nouvelles (1872-1873). - Étrangers suspects (1875).	1872-1875
4 M 227	Plébiscite de la Sarre (1934-1935).	1934-1935

### *Relations franco-belges<sup>1</sup>*

4 M 228	Frontière franco-belge, traité des limites du 28 mars 1820 : infractions individuelles (1904-1911) ; frontière, abornement : révisions (1886-1938) ; circulation frontalière franco-belgo-luxembourgeoise : contrôle (1924-1939).	1886-1939
4 M 229	Situation de la Belgique et ses rapports avec la France : rapports du commissaire spécial de police de Longwy ; presse belge : extraits (1871-1896). Nancy : prétendu incident franco-belge (1913).	1871-1913

### *Relations franco-luxembourgeoises<sup>2</sup>*

4 M 230	Frontière franco-luxembourgeoise, bornes-frontière : remise en place (1883-1895) ; Grand-Duché de Luxembourg et zone frontière limitrophe, carte détaillée : projet d'établissement (1905) ; chemins d'intérêt commun : remise en état (1928) ; frontière : abornement (1928-1939). - Ligne ferroviaire franco-luxembourgeoise : construction du chemin de fer de Longwy à Esch-sur-Alzette avec embranchement sur Villerupt (1868-1870). - Luxembourg : rapports des commissaires
---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 232 ; 5 M 15.

<sup>2</sup> Voir aussi 4 M 232 ; 5 M 15.

- 4 M 230 spéciaux de police d'Audun-le-Roman, de Longwy et de Villerupt ;  
(suite) presse luxembourgeoise : extraits (1875-1911). Propagande germanique  
(1911). Relations de voisinage franco-luxembourgeoises sur le plan  
foncier (1928). 1868-1939

#### *Autres questions internationales*

- 4 M 231 Relations avec différents pays. – **Angleterre**, guerre des Boers :  
manifestations anti-anglaises (1899-1902). **Autriche-Hongrie** : envoi à  
Paris d'imprimés hongrois (1902, 1920). **Bulgarie** : situation politique  
(1890). **Chine** : opinion publique et presse (1915). **Danemark** : passage  
à Pagny-sur-Moselle d'un envoyé du roi de Danemark auprès du  
ministère de la Guerre français (1894). **Espagne** : voyage du roi  
d'Espagne à Paris (1883) ; colonie espagnole de Nancy (1917) ; réfugiés  
français d'Espagne (1937-1939). **Grèce** : volontaire lorrain pour la  
guerre de Grèce (1826). **Pays-Bas** : voyage en Belgique du roi de  
Hollande (1883). **Russie** : rapports franco-russes (1873-1916) ; rapports  
russo-allemands, russo-polonais et russo-roumains (1891-1902).  
**Suède** : envoi par la marine suédoise d'obus aux usines du Creusot  
(1895). **Suisse** : situation politique, opinion publique, relations avec la  
France (1889-1916). **U.S.A.** : rapports franco-américains (1917). 1826-1939

#### *Consulats étrangers en France*

- 4 M 232 *Meurthe-et-Moselle, consulats étrangers* : liste (1920). Nancy et  
Longwy, consulats de **Belgique**, membres : nominations (1901-1939) ;  
Nancy, consulat d'**Espagne**, vice-consul : nomination (1879, 1915) ;  
Nancy, consulat des **États-Unis** : création et suppression (1919-1926) ;  
Nancy, consulat d'**Hawaï**, vice-consul : nomination (1883) ; Nancy,  
avec agence consulaire à Longwy, consulat d'**Italie** : activité (1911-  
1940) ; membres : nomination (1934-1940) ; Nancy, consulat de  
**Roumanie**, vice-consul : nomination (1931-1932) ; Nancy, consulat de  
**Suisse** : vicissitudes ; membres : nomination (1905-1930) ; Nancy,  
consulat d'**Uruguay**, consul : nomination (1939). - *Meurthe-et-Moselle,  
consulats, projets d'établissement* : Nancy, **consulat d'Allemagne**  
(1935), consulat d'**Angleterre** (1930), consulat de **Bolivie** (1927),  
consulat de **Lettonie** (1925) ; Longwy, consulat de **Luxembourg**  
(1922) ; Longwy, vice-consulat du **Portugal** (1927). 1879-1940
- 4 M 233 *Paris, Strasbourg, Reims et Metz, consulats étrangers* : Allemagne  
(1893-1939), Angleterre (1902-1940), Argentine (1906-1931),  
Autriche-Hongrie (1898-1912), Brésil (1936), Cuba (1926), Espagne  
(1901-1931), États-Unis (1893-1916, 1926-1940), Guatemala (1931),  
Mexique (1896-1920), Norvège (1906-1924), Pays-Bas (1907-1919),  
Pérou (1907-1919), Pologne (1920-1940), Roumanie (1938), Russie  
(1900-1918), Suède (1907-1938), Tchécoslovaquie (1930-1939),  
Yougoslavie (1933-1939). 1893-1940

## *Passeports*

- 4 M 234 Passeports : circulaires et instructions (an VIII-1872) ; états nominatifs (1<sup>re</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) ; états numériques (1847-1859). - Passeports à l'étranger : répertoire (17 septembre 1861-2 mai 1866) ; états numériques annuels (1883-1889). - Passeports pour l'Allemagne (1871-1872), pour l'Alsace-Lorraine (1888). an VIII-1889
- 4 M 235 Circulation à l'étranger : instructions. 1914-1915
- 4 M 236-249 Passeports à l'étranger 1915-1919**
- 4 M 236 Passeports à l'étranger, n° 1-169. 1915
- 4 M 237 Passeports à l'étranger, n° 170-431. 1915
- 4 M 238 Passeports à l'étranger, n° 1-199. 1916
- 4 M 239 Passeports à l'étranger, n° 200-350. 1916
- 4 M 240 Passeports à l'étranger, n° 351-400. 1916
- 4 M 241 Passeports à l'étranger, n° 1-99. 1917
- 4 M 242 Passeports à l'étranger, n° 100-149. 1917
- 4 M 243 Passeports à l'étranger, n° 150-283. 1917
- 4 M 244 Passeports à l'étranger, n° 1-160. 1918
- 4 M 245 Passeports à l'étranger, n° 1-300. 1919
- 4 M 246 Passeports à l'étranger, n° 301-600. 1919
- 4 M 247 Passeports à l'étranger, n° 601-900. 1919
- 4 M 248 Passeports à l'étranger, n° 901-1100. 1919
- 4 M 249 Passeports à l'étranger, n° 1101-1270. 1919
- 4 M 250 Passeports et visas, délivrance, renouvellement : cahier d'enregistrement. 1925-1937
- 4 M 251\* Passeports et visas délivrés : enregistrement. 1928-1935

## **Sûreté publique<sup>1</sup>**

### *Action et manifestations politiques*

- 4 M 252 Suspects politiques (an VIII-an XII). - Déserteurs suspects et gens sans aveu (an VIII-an XI). - Banditisme (avril-juillet 1814). - Agitation royaliste (mars 1814). - Suspects de droit commun (1807). - Suspect signalé par Paris (avril-juillet 1814). - Royalistes suspects (avril-juin 1815). an VIII-1815
- 4 M 253 Suspects bonapartistes et autres ; auteurs de cris séditieux (1815-1824). - Environs de Blâmont : attaques de militaires par des partisans (1815) ; agitation subversive : répression (1815). - Nancy, association royaliste secrète : rapport du préfet Guy Pierre de Kersaint (1816) ; associations

---

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 163 à 171.

4 M 253 (suite)	subversives du comité de souscription des bals de société de Nancy, du Cercle du commerce improprement dit du Casino de Nancy (1818-1822) ; agitation antiroyaliste (1821-1824) ; théâtre de Nancy : troubles (1822). - Maintien de l'ordre public (novembre 1815-décembre 1821). - Cris et écrits séditieux (1815-1826). - Individus suspects placés sous la haute surveillance de la police (1815-1829). - Port d'armes (1816-1817).	1815-1829
4 M 254	Suspects politiques (1831-1847). Agitation légitimiste (1831-1844), bonapartiste (1832-1846), de gauche (1831) ; agitation anticléricale et émeute contre le séminaire de Nancy (1830) ; émeute contre la vie chère (1832) ; Saint-Dié et Nancy : maintien de l'ordre (février-juillet 1832) ; Lunéville : répression de troubles (1839) ; Nancy : répression de troubles (1846). - Cris et écrits séditieux (1831-1843). - Maintien de l'ordre (1830) ; suspects de droit commun (1831) ; vagabonds (1841-1847) ; rixes (1838-1844).	1830-1847
4 M 255	Agitation révolutionnaire (février 1848-août 1852). - Condamnés politiques de la Monarchie de Juillet amnistiés ou libérés : abandon de la surveillance légale (18 mars 1848). - Agitation légitimiste (1849). - Déportés comme émeutiers de juin 1848 graciés (1850). - Factieux anarchistes et socialistes, banquets politiques (1850-1851). - Liverdun, prétendu assassin de Mgr Affre : arrestation (avril 1851). - Activité séditieuse (décembre 1850-août 1851). - Maintien de l'ordre (juin-juillet 1851). - Suspect de droit commun (juillet 1848). - Clubs et associations politiques, interdiction, exécution du décret du 28 juillet 1848 : instructions (1848-1849). - Sociétés secrètes (1848-1849).	1848-1852
4 M 256	Suspects politiques, surveillance de la police : insurgés de 1848 (1857-1863) ; agitateurs et factieux : socialistes, démagogues, républicains, royalistes, carbonari (1852-1870).	1852-1870
4 M 257	Condamnés, détenus, exilés ou déportés politiques.	1851-1854
4 M 258	Condamnés, détenus, exilés ou déportés politiques (1855-1868) ; condamnés politiques libérés (1852-1853).	1852-1868
4 M 259	Communards condamnés (1871-1880). - Cercle républicain factieux (1873). - Agitation antisémite (1894-1895). - Malzéville : prétendue conspiration royaliste (1899).	1871-1899
4 M 260	Anarchistes.	1886-1935
4 M 261	Brochures anarchistes (1912-1914). - Pont-Saint-Vincent, commissariat de police, anarchistes : dossiers (1894-1903).	1894-1914
4 M 262	Cris et écrits séditieux (royalistes, anarchistes...).	1871-1917
4 M 263	Manifestations du 1 <sup>er</sup> mai.	1890-1914
4 M 264	Manifestations du 1 <sup>er</sup> mai.	1914-1925

4 M 265	Manifestations du 1 <sup>er</sup> mai.	1926-1934
4 M 266	Sabotages (1890-1933). - Brigandage et banditisme (1906-1935). - Suspects de droit commun (1892-1935). - Déserteurs français (1890-1908). - Rixes entre civils et militaires (1893-1899). - Faux-monnayage (1897-1899). - Manifestations d'étudiants (1891-1925). - Rixes (1900-1902).	1890-1935

### *Surveillance légale*

4 M 267	Département de la Meurthe, forçats libérés soumis à la surveillance légale : état.	an VIII-1854
<b>4 M 268-272</b>	<b>Condamnés soumis à la surveillance légale dans le département, états : répertoire alphabétique</b>	<b>1803-1885</b>
4 M 268	Condamnés soumis à la surveillance légale dans le département, états : répertoire alphabétique.	1811-1848
4 M 269	Condamnés soumis à la surveillance légale dans le département, états : répertoire alphabétique.	1849-1854
4 M 270	Condamnés soumis à la surveillance légale dans le département, états : répertoire alphabétique.	1803-1873
4 M 271	Condamnés soumis à la surveillance légale dans le département, états : répertoire alphabétique.	1812-1880
4 M 272	Condamnés soumis à la surveillance légale dans le département, états : répertoire alphabétique.	1852-1881

### *Espionnage<sup>1</sup>*

<b>4 M 273-275</b>	<b>Espionnage : suspects</b>	<b>1872-1939</b>
4 M 273	Espionnage : suspects.	1872-1899
4 M 274	Espionnage : suspects.	1900-1903
4 M 275	Espionnage : suspects.	1904-1939
4 M 276	Espionnage : suspects au point de vue national.	1914-1935
4 M 277	Bateaux allemands suspects. - Pigeons voyageurs en provenance d'Allemagne ou d'Alsace-Lorraine (1886-1901). - Signaux optiques suspects (1888-1906). - Espionnage allemand : renseignements (1886-1915).	1886-1915
4 M 278	Préfecture de Meurthe-et-Moselle et commissariats spéciaux de Frouard, de Pont-Saint-Vincent et de Saint-Nicolas-de-Port : services de contre-espionnage.	1874-1914

<sup>1</sup> Voir aussi 4 M 10, 163 à 170.

